

<https://www.ricochets.cc/Pourquoi-nous-ne-participerons-pas-au-Printemps-du-Numérique.html>



Pourquoi nous ne participerons pas au « Printemps du Numérique »

- Les Articles -



Date de mise en ligne : samedi 21 décembre 2019

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

« En tout, 70% des firmes du CAC 40 et un tiers des grandes compagnies américaines feraient passer à distance des entretiens qui sont filmés et décryptés par de puissants algorithmes qui analysent le contenu verbal, la voix, les gestes et le visage des candidats ayant passé ces entretiens. »

Le Figaro - 28 novembre 2019

Dans le Diois, depuis quelques temps, nous voyons se multiplier les nuisances technologiques : contrôle biométrique à la Cité scolaire, caméras de vidéo surveillance, compteurs Linky, puçage des troupeaux, arrivée de la fibre optique haut-débit, bornes automatiques à la médiathèque, volonté tout azimut de « connecter » notre pays rural via les illusions des « high-tech vertes » qui n'ont de vert que le nom. Cet envahissement numérique n'a rien de naturel. Le « Progrès », certains en vivent, le planifient avant de nous le vendre et de le « gérer », bref, on nous l'impose. On ne se souvient pas en tous cas, d'avoir jamais été consultés.

Dans ce cadre, le « **Printemps du numérique** » est une opération de promotion / propagande des outils et technologies numériques financé par le département et la CAF et à laquelle participent la plupart des acteurs socio-éducatifs et culturels du Diois. Il procède de cette fuite en avant conduite à marche forcée vers une société dont tous les aspects seront médiatisés par des écrans, des robots, des applications, des algorithmes, des mots de passe et des identifiants.

Au milieu d'événements visant à favoriser l'utilisation des derniers gadgets de l'industrie numérique (casques virtuels, jeux géo-localisés...) une place est offerte par les organisateurs à des réflexions plus ou moins critiques de ces technologies.

Nous pensons pour notre part qu'il est impossible de produire une réflexion claire dans un cadre comme le Printemps du numérique qui, sans concertation démocratique préalable, travaille dès à présent à la mise en place et à la multiplication des technologies numériques dans tous les domaines de la vie sociale. Du jeu à l'enseignement scolaire en passant par les services publics ou la muséographie.

On ne débat pas mis devant le fait accompli. Au pied du mur.

Toutes les critiques et contestations y sont forcément ravalées au rang de correctifs dérisoires d'un processus d'ensemble présenté comme incontestable dans ses fondements. C'est bien à ça que servent toutes les prétendues concertations citoyennes qu'on ne convoque qu'après avoir pris toutes les décisions d'application. Concertations sur le nucléaire dont les centrales font déjà partie du paysage ou sur les nanotechnologies quand les nanoparticules sont partout dans les produits alimentaires, cosmétiques, industriels. On ne peut y marchander que des normes de radioactivité ou des seuils de pollution... "acceptables".

Que vaudrait une réunion publique sur les dangers des OGM dans un "Printemps génétique" financé par une institution gouvernementale (ou Monsanto) dans un pays comme le Brésil qui les met déjà partout à l'oeuvre ?

Nous ne mettons pas en doute la sincérité de l'ESCDD (espace social et culturel du Diois) dans sa volonté de "faire le pari de l'éducation" et nous comprenons bien que c'est leur rôle dans le maquis associatif et institutionnel de nos collectivités. Mais nous ne croyons pas à la pertinence, en terme de résistance, de ce type de "médiation".

Un débat contradictoire doit avoir lieu, mais ce sera ailleurs, en toute autonomie vis à vis des institutions et des intérêts privés qui ont entamé cette "transition numérique" depuis bien longtemps déjà et sans que personne ne leur ait rien demandé.

La réflexion sur les technologies n'est pas technique, elle est politique. "Favoriser l'exploration, la pratique, l'expression autour des outils numériques" c'est déjà faire une certaine politique, celle des pouvoirs et des institutions. Et la mettre en oeuvre très concrètement.

Pourtant, les faits sont là, à la portée de tous ceux qui veulent bien les considérer vraiment :

Les outils numériques ne sont pas écologiques : derrière chaque joujou numérique terminal (ordinateur, tablette, carte à puce, smartphone...) il y a une prédation renforcée sur les ressources naturelles (minerais, terres rares, eau, déforestation, pollutions...) et ce, dans des zones géographiques qui étaient parfois épargnées par les industries lourdes. En bout de chaîne, ce sont les gigantesques décharges numériques, et leur résidus de métaux lourds, qui ne seront jamais compensés par aucun "tri sélectif".

Les outils numériques augmentent de façon drastique la consommation énergétique des entreprises, des collectivités et des foyers. La part de cette consommation est en progression constante. Elle a un impact inévitable sur le climat. Elle nécessite une production énergétique électrique exponentielle contraire à la sobriété énergétique prônée partout et appliquée nulle part. Jamais les énergies renouvelables, même sous la forme industrielle et dramatique des immenses parc éoliens ou solaires, ne pourront couvrir une consommation qui au niveau mondial ne fait que croître. Au bout du numérique, c'est l'industrie nucléaire.

Les outils numériques sont des technologies de contrôle : déplacements, achats, intérêts culturels, orientations politiques, préférences sexuelles, réactions à l'actualité... toutes ces données autrefois privées (à peine vingt ans en arrière) sont désormais traquées, enregistrées, stockées, utilisées, vendues, recoupées, analysées... Plus encore, via les algorithmes, il s'agit d'influencer nos parcours sur les réseaux, nos recherches, nos émotions, nos opinions etc. à une échelle encore jamais vue. Une vaste entreprise d'ingénierie sociale est à l'oeuvre à notre insu. Un certain nombre d'acteurs politiques et économiques (états, entreprises...), de manière inédite au regard de l'Histoire, ont aujourd'hui les moyens technologiques de leurs ambitions d'influence et de domination. Ce qui se passe en Chine n'est que la version caricaturale et visible de ce qui se passe partout ailleurs de manière plus ou moins ouverte. Mais même en faisant abstraction de l'utilisation à leur profits de ces technologies par certains, le plus manifeste dans cette prolifération c'est qu'il s'agit d'un contrôle... hors de contrôle. Peu à peu des machines remplissent des tâches et prennent des décisions qui ne sont remises en question par personne. Le vaisseau numérique est sans véritable capitaine dans de larges pans de son fonctionnement. Une véritable dépossession de l'humain au profit des machines est en cours.

Les outils numériques, sont des ennemis de nos libertés. En effet, les technologies numériques créent une réalité totalitaire à laquelle on ne peut échapper sans se désocialiser complètement. Sans être exclu. Nous n'avons plus le choix : pour utiliser nombre de services, publics ou privés, nous sommes obligés d'en passer par les ordinateurs, les portables, les réseaux sociaux. Pour travailler, pour étudier, pour prendre les transports en commun, pour payer nos impôts, pour emprunter des livres, pour bénéficier de l'assurance maladie... à chaque occasion nous sommes renvoyés vers les machines. Derrière le miroir aux alouettes de "l'ouverture au monde", il y a l'injonction à se soumettre au contrôle numérique qui enregistre tous les aspects de nos vies. 1984, Big Brother ou Big data, c'est maintenant. Quand il n'y a plus liberté de choix, c'est bien que nos libertés, loin d'être augmentées, ont été réduites. Le droit à la déconnexion n'existe pas.

Les outils numériques nous rendent malades et particulièrement les plus fragiles c'est à dire les enfants. Toutes les études pédiatriques le montrent : les écrans sont néfastes au développement physique, psychologique et social des enfants et des jeunes. Des troubles du sommeil à la dépression en passant par le diabète, les maladies cardio-vasculaires favorisées par la sédentarité, les retards psycho-moteurs et les addictions, les maladies liées à l'utilisation toujours plus importante des outils numériques se multiplient. Malgré cela, les gouvernements ne cessent de multiplier les écrans dans les parcours scolaires et nous mènent à marche forcée vers l'école 2.0. Une école qui

fera la part belle aux entreprises privées via leurs applications, leurs logiciels, leurs supports en ligne etc.

Les outils numériques ne sont pas résilients, ils fragilisent le fonctionnement de nos sociétés. Le numérique n'est pas virtuel. D'une part il repose sur des ressources très matérielles (minerais pour les composants, les câbles, les écrans, pétrole pour les supports plastique et pour aller chercher tout ça...) et surtout il ne peut fonctionner sans énergie électrique. Une seule coupure de courant, et plus rien ne fonctionne dans une société entièrement construite autour des hautes-technologies numériques. Ni les moyens de paiement, ni les tâches automatisées, ni les logiciels éducatifs, ni les alertes diverses et variées, ni les ascenseurs, ni les "éco-bâtiments" connectés etc. Les sociétés technologiques sont des colosses au pied d'argile, dans lesquelles chaque individu est suspendu à un fil extérieur fragile et hors de son contrôle.

La déplétion annoncée et inévitable des ressources énergétiques naturelles (pétrole, gaz...) amènera à des baisses drastiques puis des ruptures de fourniture électrique qui ne seront pas compensées là non plus par les énergies renouvelables. Tout l'appareillage technologique sera peu à peu mis au rencart. La "révolution numérique" ou la "transition technologique" prônée par tous les gouvernants et appuyée par les "écologistes" institutionnels (certains volets des projets Bio-vallée en sont un parfait exemple) est le dernier stade des sociétés industrielles et il nous mène droit dans le mur. Soit vers la catastrophe écologique si elle s'emballa (climat, pollutions...). Soit vers l'effondrement via la raréfaction des ressources. Si ce n'est pas demain, ce sera après-demain. Une croissance infinie sur une planète finie est matériellement impossible. Une chimère. Un rêve éveillé ou un cauchemar selon nos sensibilités.

D'un point de vue écologique, le monde du numérique n'est pas viable. Et s'il l'était, il n'est pas souhaitable au regard de nos libertés individuelles et collectives.

A l'inverse, une société **résiliente** est une société sobre en énergie, économe en ressources, ancrée dans un écosystème, au maximum auto-suffisante localement, et dont le fonctionnement dépend avant tout de l'implication des personnes qui la composent. Elle ne peut être bâtie que sur des outils simples, conviviaux, à "basse technologie", réparables, appropriables par tous... qui favorisent l'autonomie et non la dépendance vis à vis d'une économie mondialisée et des états centralisés. C'est une société qui **partage** équitablement les ressources et les tâches entre tous ses membres. L'exact inverse des sociétés de compétition, de consommation/production infinie, de sur-socialisation, d'inégalité sociale que nous connaissons et que le numérique ne fait que renforcer derrière son apparente horizontalité ludique.

Pour toutes ces raisons, il est urgent de s'opposer résolument à la numérisation de nos vies.

Nous invitons toutes celles et ceux qui le souhaitent à nous rejoindre pour s'emparer de ces problématiques et engager une réflexion autour de ces thématiques dans le Diois et l'ensemble de Vallée de la Drôme.

contact : feraflores.chez.gmx.fr